

ADRESSE AUX AGENTS DE LA DGCCRF

Agents de la DGCCRF, vous êtes, comme des millions d'autres agents publics, confrontés à la dégradation accélérée de vos conditions d'exploitation. La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), initiée sous la présidence du *mafioso* Sarkozy et complétant la Loi Organique Relative aux Lois de Finances (LOLF) instaurée en 2001 sous Lionel Jospin, est venue sceller une politique de réduction drastique des effectifs de votre administration et de fermeture d'antennes locales. En pareilles circonstances, la mise en place du droit à l'erreur dans le cadre de la loi « Essoc » revient à offrir sur un plateau aux patrons un véritable droit à la fraude et marque une étape supplémentaire dans la mutation de la très symbolique répression des fraudes en une structure fantoche de conseil aux entreprises.

Dans un contexte de complexification de vos missions, les 45 suppressions de postes annoncées pour 2018 vont se concentrer sur les agents de catégorie A, B, C, réalisant les missions qui constituent le cœur de métier de la DGCCRF. Vous allez donc devoir assumer une surcharge de travail. Les effectifs d'encadrants, eux, se portent bien, transformant peu à peu la DGCCRF en une armée mexicaine dans laquelle des cadres isolés dans leurs bureaux-bunkers fixent à leurs subordonnés des objectifs sans cesse plus irréalistes.

Comble du cynisme, lorsqu'éclatent les scandales sanitaires qu'induit inéluctablement le mode de production capitaliste (Spanghero, Volkswagen, Lactalis...), les mêmes gouvernements de bourgeois qui vous méprisent et sabotent vos missions n'hésitent jamais à instrumentaliser la DGCCRF dans le cadre d'opérations de com' surtout destinées à rassurer la populace. Cette dernière peut alors continuer tranquillement à s'empoisonner jour après jour tout en se croyant protégée par l'État et ses « services de contrôle » !

Pour ne rien arranger, la fraction la plus zélée / apeurée de votre management intermédiaire fait peser sur vous la pression qu'elle-même subit de la part du management supérieur. Agents, vous vous retrouvez ainsi épiés, infantilisés, soumis à des indicateurs statistiques – idiots par principe. Vous êtes tancés au moindre prétexte et devez subir les affres kafkaïens d'une politique à courte vue : dès demain, les mêmes chefs qui vous mettaient la pression pour faire « plus de chiffre » vous demanderont d'enterrer des dossiers gênants au nom du droit à l'erreur accordé aux patrons.

Politiciens de droite comme de gauche et syndicalistes jaunes vous somment de prendre pour argent comptant le discours selon lequel, crise économique oblige, il va falloir réussir à faire mieux avec moins de moyens humains et matériels. Comble du cynisme, ceux-là mêmes qui veulent vous faire avaler la couleuvre austéritaire sous couvert d'« efficience », de « rationalisation » et autres termes de novlangue feignent d'ignorer que, lorsqu'il s'agit d'embaucher des matons, d'équiper la police de fusils d'assaut ou de larguer des bombes « antiterroristes » sur des populations civiles en Syrie ou en Irak, l'argent public coule plus que jamais à flots !

Depuis des années, vous vous mobilisez en nombre pour réclamer une amélioration des conditions matérielles dans lesquelles vous exercez votre travail (salaires, locaux, etc.) et alerter sur les risques que le démantèlement programmé de la DGCCRF fera peser sur la population. Mais les syndicats qui prétendent organiser votre mécontentement – pour mieux le contrôler – lui impriment une orientation suicidaire, évitant autant que possible le recours aux grèves et vous fixant comme objectif le « rétablissement de la chaîne de commandement »... comme si ce « commandement », qu'il faudrait censément rétablir, ne portait pas lui-même une lourde part de responsabilité dans l'impéritie actuelle de la DGCCRF !

Alors que les bureaucraties syndicales jouent sciemment la carte de la division et du corporatisme le plus borné, il est pourtant évident que vos problèmes sont les mêmes que ceux de vos collègues des autres directions des ministères économiques et financiers (INSEE, DGFIP, etc.) et, au-delà, des trois versants de la fonction publique : gel des salaires, hausse de la CSG insuffisamment compensée, rétablissement du jour de carence, réduction continue des effectifs, management par la peur et le chantage... De surcroît, dans un contexte d'austérité impulsé par l'Union Européenne, vos homologues dénoncent les mêmes maux que vous : au Portugal, l'Autoridade de Segurança Alimentar e Económica a vu ses effectifs baisser continuellement de

2006 à 2015 ; en Irlande, le nombre d'équivalents temps plein au sein de la Food Safety Authority a chuté de 1280 à 1110 entre 2011 et 2016 ; etc.

À problèmes globaux, solution globale : même si vos mobilisations devaient pousser l'Élysée et le « Paquebot » à de partielles concessions, la totalité de vos revendications actuelles – et des nombreuses autres que chaque lutte réellement radicale ne manque pas de faire naître – ne pourra, elle, être satisfaite que par un mouvement de grève illimitée et étendu aux autres secteurs d'activité. **Agents de Bercy, vous exercez vos missions dans des secteurs stratégiques et disposez, par là-même, de moyens efficaces pour faire céder les gouvernants. Les grèves dans les ministères économiques et financiers en 1989, en 2000, sont là pour vous le rappeler. Il ne tient qu'à vous d'emprunter ce chemin et de faire en sorte que la peur change de camp.**

**Virez les bureaucrates syndicaux et tout le reste !
Bloquez tout, occupez vos lieux de travail !
Vive la grève illimitée !**



**Groupe d'Action pour la
Recomposition de
l'Autonomie Prolétarienne**

<http://garap.org>
contact.garap@gmail.com